



La lettre de « L'Express »

INTRANSIGEANCE DU F.L.N.
« Le Refus du F.L.N. », par Thierry Maulnier (L'E FIGARO).
UN OUI QUI VEUT DIRE NON.
« Il va sans dire que Paris ne répondra pas », par Robert Bonj. (L'AURORE).

CONTRASTANT singulièrement avec l'ensemble de la presse de province, les deux quotidiens parisiens du matin qui assurent l'information et la mise en condition de la classe dirigeante ont ainsi choisi de présenter à leurs lecteurs la déclaration de Ferhat Abbas. Et on sait que deux lecteurs de quotidiens sur trois se bornent, en matière de politique, à parcourir en zig-zag les colonnes imprimées et n'en retiennent, en fait, que les titres.

Chacun fait le journal qu'il croit devoir faire. Mais il se trouve que cette présentation coïncide avec la vigoureuse campagne moralisatrice que le Centre National des Métiers entend contre « la presse du crime ».

Presse du crime, la formule est bonne. Mais à quelle presse convient-il de l'appliquer. Et surtout à quel crime ?

Si crime il y a, il est là où l'on excite les activistes, là où l'on feint d'ignorer que si le Président de la République a reçu, au cours de son voyage dans le Nord, un accueil que l'on peut pour la première fois qualifier de chaleureux, c'est parce qu'il arrivait précédé d'une neuve espérance ; là où, pour éloigner l'abominable tentation de la paix, on embauchait un maréchal de France pour assurer, il y a près d'un an, que la guerre était « virtuellement gagnée ».

Les spécialistes des faits divers et les journaux dédiés aux affaires du cœur ne feront jamais, s'ils doivent en faire, que de modestes victimes à côté des hécatombes dont la presse des dirigeants peut s'enorgueillir. Un million de morts en Algérie... Plus tous ceux que cette guerre dégrade chaque jour, parce qu'ils la font, ou parce qu'ils ne veulent pas la faire, ou parce qu'ils veulent la faire ; parce qu'elle ne les prive pas seulement d'écoles et de logements mais d'avenir, parce que, comme le pathétique héros de Sartre, ils ont leur siècle sur leurs épaules et qu'ils en répondront.

LA presse n'est pas une création de notre siècle. La guerre non plus. Et le parti de la guerre a toujours eu sa presse.

A la veille du conflit de 1870, on pouvait lire dans « L'Univers » : « L'opinion serait déçue si l'affaire venait à s'arranger par la diplomatie ».

Dans « Le Pays » :

« Il faut en finir. La France n'a jamais été aussi bien préparée à la guerre qu'en ce moment... Honte à ces Français dégénérés, à ces hommes qu'une vaine philosophie égare... Que c'est beau la guerre quand elle plane au-dessus des intérêts particuliers... Chaque grand arbre qui s'élève de Paris à Strasbourg a puisé sa sève nourrissante dans un cadavre de Prussien, tué par un paysan et enterré là ».

Dans « La Patrie » :

« Les journaux radicaux continuent leur campagne anti-nationale... Nous pensons que l'extrême tolérance du gouvernement aura des limites ».

Et lorsque les Prussiens envahissent la France, tous les mensonges sont bons :

Pour « Le Gaulois », « le roi de Prusse serait devenu fou. Le roi aurait été dirigé hier de Varennes sur Berlin. Varennes ! Terrible augure ! C'est là qu'on arrête les rois ».

La forme a changé. Mais la prose d'Emile de Girardin, dans « La Liberté », vous appellera quelque chose :

« Vous êtes forts comme les chênes de vos forêts ! Vous qui brisez le granit, brisez dès à présent les os de ces brigands maudits ! Prenez vos fusils à deux coups qui n'ont jamais manqué l'aigle sur les plus hautes sommets de vos montagnes ! Il ne s'agit que de tuer d'ignobles corbeaux et, si les fusils se taisent, tuons ces chiens à coups de couteau. » (1)

LA France écrasée, la Commune liquidée en deux mois avec ses trente-huit mille fusillés, ses vingt mille Français incarcérés, déportés, exilés, Eugène Rouher, président du Sénat, que l'on appelait le vice-empereur, accusera le directeur de « La Liberté » d'avoir été « le grand promoteur de la guerre », et le directeur de « Temps » attribuera à ses confrères la responsabilité d'avoir « fait la guerre et de l'avoir rendue fatale ».

On voit que notre siècle n'a pas innové en ce domaine. La « presse du crime », la vraie, a toujours été à la fois puissante et libre de susciter ou d'entretenir l'état de guerre.

Qu'elle le demeure. « La liberté est sans rivages », disait Jules Vallès. Mais qu'on ne lui confisque pas son nom.

Françoise Girard.

(1) J'emprunte ces citations à l'excellent ouvrage de M. Aimé Dupuy : « La Guerre, la Commune et la Presse ».

tortures : le Comité Audin, qui souhaite évidemment le rétablissement de la paix en Algérie, ne peut pourtant préconiser telle ou telle solution, soutenir ou critiquer telle ou telle politique. Et de fait, malgré cette assimilation toute nouvelle que fait Mauriac entre l'action contre les tortures et l'action contre le général de Gaulle, le Comité Audin s'est abstenu de toute position « politique » ; il s'en tient au choix : accepter ou ne pas accepter les tortures, la guerre ou la paix.

Nous savons ce qu'en pensent les ministres dont parle Mauriac et qui ont subi dans leur chair les horreurs concentrationnaires. Nous nous souvenons de la condamnation égyptique que l'un d'eux porta au cours d'une conférence de presse, contre la torture. Mais nous savons moins bien l'efficacité de ses déclarations.

Est-ce à dire que les pouvoirs publics sont impuissants ? Nous le pensons si peu que, dans la déclaration que nous avons faite avec la Ligue des Droits de l'Homme et le Centre du Landy, le 14 juillet 1959, nous énumérâmes les mesures précises, et si limitées, si faciles en un sens, susceptibles de garantir contre les tortures en France même. Mais les faits nous prouvent que seul un mouvement d'opinion peut amener le Pouvoir à prendre de telles mesures, et les eût-il prises, à les appliquer. Vous avez pu annoncer dans un récent numéro que l'instruction de l'affaire Audin continuait ; mais si nous n'avions pas compté sur l'opinion pour cette affaire, le nom d'Audin serait confondu avec ceux du Cahier Vert. Au reste, le problème des tortures concerne le « moral de la nation » ; il ne peut être traité que par l'appel à la conscience nationale, et pas seulement gouvernementale, que l'on fasse ou non crédit au général de Gaulle.

Voilà pourquoi, sans « politique », nous continuons et accentuons notre action. Nous refusons le dilemme de Mauriac : ne rien faire, ou faire de la politique. Nous pensons tous ensemble soustraire à toute partialité, à toute contestation partisane le problème des droits de l'homme. Pour nous, au-delà des amis et des ennemis du général de Gaulle, il y a les tortionnaires et leurs adversaires, pas seulement en France, pas seulement en Algérie, dans quelque pays que ce soit. C'est un choix si clair que nous ne pouvons comprendre les efforts faits pour l'obscurcir.

COMITÉ MAURICE-AUDIN

Carnet

Nous apprenons avec plaisir le mariage de Jean Ferniot, chef du service politique de « France-soir », et de Christiane Servan-Schreiber qui a été célébré le 27 septembre à Veulettes-sur-Mer, dans la plus stricte intimité.

DIVERS

ECRIREZ POUR LE CINEMA, LA RADIO, LA TELEVISION, LES JOURNAUX. Réalisez : films et enregistrements. NOTICE EX 50 francs. AGENCE LITTERAIRE DU CINEMA, 6, rue Favart, Paris-2^e

ENSEIGNEMENT (Offres)

Dem. LICENCIE avant déjà enseigné pour élève 9^e degré, à dom. Neuilly, latin ; math. 2 fois par semaine, mardi et sam. Tél. entre 9 et 11 h. MAL. 86-27

MARCHANDISES (Achat)

C.T.S. ACHETE aux plus hauts cours GRAND COMPTANT tous articles tissus, confection, chaussures. Convoquez-nous sans engagement. Paris-Provence, 78, rue de Cléry - LOU. 79-86.

PROPRIÉTÉS

Près VERNEUIL-SUR-AVRE - TRES JOLIE PROPRIÉTÉ 2 ha LIBRE - Beau pavillon normand 6 p. tout confort. Autre pavillon 4 p. TT. conf. inst. luxueuse. Impeccable. Maison de gardiens. Garage. dép. MARS LEROUX, 9, pl. Cathédrale, ROUEN

LOCATIONS (Demande)

Professeur femme, célibataire, cherche à Paris 14^e, 15^e ou 13^e CHAMBRE CUISINE meublées confort du 15 octobre à juillet prochain. Ecrire KINDEL, 14, cité Amphithéâtre - LIMOGES

CONSTRUCTIONS NEUVES

CHOISY - LE - ROI

59, AVENUE ALFORTVILLE
Appart. 4 p., 45 m², b. stand., qd balc., loggia, séchoir, asc., vide-ord., parc à vég. boxes et parking. C. F. + prime 1.000. Livraison OCT., NOVEMBRE, DEC. Programme identique de 140 appart. livrés visibles sur place, 9 m. gare Orsay. Renseignements et vente 14 h. 19 h. LAMARO PHILIPPE S. A., 5, rue Renaissance, Paris-8^e. BAL. 06-82

Tirage des i.P.R. Raymond Séquin 10, r. du Faub.-Montmartre
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Élysées, PARIS « L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Veau Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

que, n'est-ce pas, qu'un référendum, dont on devrait également user pour tous les grands problèmes d'actualité ?

André BERTHET

Président

« La Vie des Métiers ».

La comédie de Ménandre

Je viens de lire dans « L'Express » l'article de Jean Bollack sur la comédie de Ménandre récemment découverte. L'auteur souligne excellentement l'importance de cette trouvaille, qui nous reporte à la source même de notre théâtre classique. La France est bien le pays où une représentation de cette œuvre aurait le plus de signification. Puis-je vous demander de bien vouloir signaler à vos lecteurs que je viens d'achever une traduction nouvelle de la pièce, traduction que je compte publier bientôt.

Jean MARTIN

professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble.

L'habileté fiscale

Il paraît que, pour le salut du pays et l'équilibre du budget, il fallait supprimer la retraite du combattant et refuser toute augmentation de salaire. Cela n'empêche pas le gouvernement de proposer maintenant un allègement de l'impôt sur le revenu et des droits de succession.

La France est déjà dotée d'un des régimes fiscaux les plus rétrogrades qui se puisse concevoir. La part de l'impôt direct dans l'ensemble des ressources fiscales est particulièrement faible si l'on tient compte surtout du fait que l'impôt sur les bénéfices des sociétés ne saurait être inclus dans cette catégorie. Il constitue un élément du prix de revient au même titre que les charges sociales et il est supporté en définitive par le consommateur tout comme la taxe sur le chiffre d'affaires. Les seuls impôts qui, en réalité, sont supportés par le contribuable qui les paie sont l'impôt sur le revenu des particuliers et les droits de succession. Et ce sont justement ceux que le gouvernement a choisis pour faire l'objet d'un dégrèvement.

On nous dit pour justifier cette étrange initiative que les salaires, ne pouvant rien dissimuler de leurs encaissements, méritent un traitement de faveur. L'ha-

bilété est d'englober, sous ce vocable, tous ceux qui reçoivent des émoluments fixes, c'est-à-dire aussi les dirigeants des entreprises. Or, ces derniers sont, au contraire, à cet égard, des privilégiés, puisqu'une partie appréciable de leur train de vie est acquittée par frais généraux.

On nous dit également, pour invoquer la nécessité de réduire les droits de succession, que l'administration est impuissante à réprimer la fraude et qu'il est expédient d'alléger la charge de ceux qui n'y peuvent échapper. Mais c'est que l'Administration se garde bien de proposer les mesures efficaces afin de pouvoir justifier ces propositions scandaleuses...

J. ABIAS

Bucenos Aires.

Un symbole

Un de vos lecteurs a raison de citer le film japonais « Hiroshima » comme symbole de ces films que le public n'a pas le droit de voir. Pourtant cette lettre me paraît appeler deux correctifs :

1) Sans le savoir, les Français connaissent un fragment de « Hiroshima », intégré par Alain Resnais dans « Hiroshima, mon amour » ; Il s'agit des scènes les plus véhémentes du « film dans le film ».

2) C'est une grande chose que cette œuvre virulente ait été présentée aux Etats-Unis, dès 1956, avec une hardiesse qui n'est pas le fait des distributeurs européens.

A. F. Paris.

Enquête à Marseille

Entièrement d'accord avec Michel Bosquet et les syndicats pour affirmer que la guerre d'Algérie est la cause première du clivage actuel de la France et du blocage du niveau de vie des classes laborieuses.

Mais votre rôle et notre rôle est de dénoncer la deuxième cause qui est aussi une plaie hideuse : notre système actuel de distribution. Pourquoi, après un début objectif sur l'expérience Leclerc, n'avez-vous pas poussé plus loin votre analyse et votre information ? De très nombreux ingénieurs et quelques conseils en organisation commencent à trouver anormal et même « amoral » de « limer » des centimes sur les temps main-d'œuvre, afin d'abaisser les prix de revient industriels, pour rendre les produits compétitifs et abordables à un plus grand nombre, si, simultanément, on octroie des augmentations de marges de distribution commerciale allant de 10 à 60 %. Une enquête très sérieuse effectuée à Marseille concernant les marges des détaillants sur des articles rigoureusement les

mêmes, achetés le même jour, a révélé des écarts de + 20 à + 30 % au détriment des quartiers ouvriers. Quel beau terrain pour une action commune de la gauche !

M. B.

Conseil en organisation. Marseille

Un semblant de bonheur

Sydney G. Cooper, en insérant dans son article ce passage de Walter Lippmann : « La faiblesse la plus grave de notre société, c'est que nous ne sommes unis dans la poursuite d'aucun objectif fondamental... » a mis le doigt sur un point essentiel.

Cette déception devant le manque d'énergie de notre société vient de ce que l'on se trompe en voulant faire de la politique avec des idées. La vraie politique se fait avec des hommes, en étroite communion avec eux. Et que demander à des hommes qui mangent à leur faim, possèdent un foyer plus ou moins bien aménagé, mais presque toujours décent ? Ne plus avoir faim, ne plus avoir froid, pouvoir se distraire, c'est un but atteint, un semblant de bonheur, un bonheur qui suffit bien à l'homme.

Eric MANDICOURT

Kremlin-Bicêtre.

Une lettre du Comité Maurice-Audin

Ce n'est pas sans surprise que nous avons lu dans « L'Express » du 10 septembre le passage du « Bloc-Notes » où François Mauriac accuse ceux qui combattent aujourd'hui la torture de manœuvres contre la personne du président de la République. Le Comité Audin a mené campagne modestement, mais inlassablement, depuis la disparition de Maurice Audin. Il n'est pas un de ses membres qui ne se sente visé à titre personnel par le texte de F. Mauriac.

Nous continuons en effet à dénoncer cette gangrène : c'est qu'elle n'a pas cessé avec le 13 mai de pourrir notre pays. D'Algérie, nous l'avons vue gagner la France. Si l'on en croit les discours américains de M. Malraux, elle aurait disparu pendant quatre mois ; ce qui suppose qu'elle sévit à nouveau. Est-ce même si sûr qu'elle ait disparu pendant quatre mois ? Les témoignages et les faits pour cette période semblent moins affirmatifs que M. Malraux.

Nous savons que les guerres, surtout les guerres coloniales, nourrissent la pratique de la torture et que la « pacification » porte atteinte quotidiennement aux droits fondamentaux de l'homme. Mais nous constatons que des Français qui n'ont pas le même point de vue sur la solution du problème algérien sont néanmoins opposés également au système des

GANTS TETINES
marque OLLA
+ +
+ marque mondiale sans rivale.
TOUTES PHARMACIES